

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé ;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre-Président et la Ministre de la Santé sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Namur, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'E' followed by a series of loops and a checkmark-like stroke at the end.

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de
l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,

Ch. MORREALE

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Exposé des motifs

Étant donné qu'un enfant ne peut recevoir la première dose d'un vaccin COVID homologué que lorsqu'il a atteint l'âge de 12 ans révolus, il est nécessaire d'adapter l'âge minimum auquel l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être rendue obligatoire pour les événements de masse, les expériences et projets pilotes, les dancings et discothèques ainsi que les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. Un enfant qui atteint l'âge de 12 ans ne peut pas immédiatement faire générer un COVID Safe Ticket. En effet, le processus de vaccination consiste en deux doses du vaccin COVID, suivies d'une période d'attente de deux semaines avant que le vaccin ne soit considéré comme suffisamment efficace. En pratique, cela crée une période de plusieurs mois au cours de laquelle l'enfant de douze ans devra faire générer un COVID Safe Ticket pour les événements et établissements et facilités susmentionnés, alors que l'enfant n'a pas eu l'occasion de terminer le processus de vaccination. Pour éviter cette conséquence indésirable dans la pratique, la limite d'âge dans l'article susmentionné est adaptée de 12 ans à 12 ans et 3 mois.

De plus, au vu des preuves scientifiques récentes d'une diminution significative de l'immunité contre l'infection par le variant Omicron à partir du 4ème mois après la primo-vaccination complète, le Comité de concertation a décidé de raccourcir la validité du Covid Safe Ticket (CST) après vaccination de base ou avec un certificat de rétablissement à 150 jours (5 mois).

Le présent projet d'accord de coopération vise à prévoir cette possibilité. Le CST sera valide dans le cas suivant pour un titulaire de 18 ans et plus :

- Il doit avoir reçu sa dernière dose de primo-vaccination il y a 150 jours au maximum ;
- Il doit disposer d'un certificat de rétablissement datant de 150 jours au maximum ;
- Il doit avoir reçu sa vaccination de rappel.

En ce qui concerne les moins de 18 ans mais qui ont atteint l'âge de 12 ans et 3 mois :

- Soit en disposant d'une vaccination de base ou de rappel dont la validité est déterminée conformément aux tableaux de décision de l'accord de coopération d'exécution ;
- Soit en disposant d'un certificat de rétablissement dont la validité est déterminée conformément aux tableaux de décision de l'accord de coopération d'exécution.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique

Commentaires des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment à l'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

<p>[10 februari 2022] Voorontwerp van samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België</p>	<p>[10 février 2022] Avant-projet d'accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique</p>	<p>[10 Februar 2022] Vorentwurf eines Zusammenarbeitsabkommens zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben</p>
<p>ALGEMENE TOELICHTING</p>	<p>EXPOSE GENERAL</p>	<p>ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN</p>
<p>Op 14 juli 2021 werd een samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse</p>	<p>Le 14 juillet 2021, un accord de coopération a été conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la</p>	<p>Am 14. Juli 2021 ist zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und</p>

<p>Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België gesloten.</p>	<p>Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique.</p>	<p>der Französischen Gemeinschaftskommission ein Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen worden über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben.</p>
<p>Middels het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-</p>	<p>Par le biais de l'accord de coopération du 27 septembre 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au</p>	<p>Das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 ist durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission,</p>
<p>certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, werd het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 gewijzigd.</p>	<p>COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique, l'accord de coopération du 14 juillet 2021 a été modifié.</p>	<p>der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland</p>

		leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert worden.
Middels het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, werd het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 gewijzigd.	Par le biais de l'accord de coopération du 28 octobre 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données relatives au certificat COVID numérique de l'UE, au COVID Safe Ticket, au PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique, l'accord de coopération du 14 juillet 2021 a été modifié.	Das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 ist auch durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert worden.
Gelet op het feit dat de eerste dosis van een erkend COVID-vaccin pas kan worden verkregen wanneer de volle leeftijd van 12 jaar werd bereikt, is een aanpassing van de minimumleeftijd waarop men het gebruik van het COVID Safe Ticket kan	La première dose d'un vaccin approuvé contre le COVID ne pouvant être administrée qu'à l'âge de 12 ans révolus, il convient d'ajuster l'âge minimum auquel le COVID Safe Ticket peut être rendu obligatoire pour les événements de masse, les	Da die erste Dosis eines zugelassenen COVID-Impfstoffs erst ab Vollendung des 12. Lebensjahres erhalten werden kann, ist eine Anpassung des Mindestalters angezeigt, ab dem die Nutzung des COVID Safe Tickets für

<p>verplichten voor massa-evenementen, proef- en pilootprojecten, dancings en discotheken en aangelegenheden en voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen, aangewezen. Een persoon die de leeftijd van 12 jaar bereikt, kan immers niet onmiddellijk een COVID Safe Ticket genereren. Het vaccinatieproces bestaat immers uit twee dosissen van het COVID-vaccin, met daarna een wachttijd van twee weken alvorens het vaccin als voldoende werkend wordt beschouwd. Dit creëert in de praktijk een periode van enkele maanden waarin de twaalfjarige voor de voornoemde evenementen, aangelegenheden en voorzieningen een COVID Safe Ticket zal moeten laten genereren, terwijl deze persoon niet de kans heeft gehad het vaccinatieproces volledig te doorlopen. Om dit ongewenst gevolg in de praktijk te vermijden, wordt de leeftijdsgrens van 12 jaar in het voornoemde artikel begrepen als gelijk beschouwd met de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden.</p>	<p>expériences et projets pilotes, les dancings et les discothèques ainsi que les établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. Une personne atteignant l'âge de 12 ans ne peut pas immédiatement générer un COVID Safe Ticket. En effet, le processus de vaccination consiste en l'administration de deux doses du vaccin anti-COVID, suivies d'une période d'attente de deux semaines avant que le vaccin ne soit considéré comme suffisamment efficace. En pratique, cela crée une période de plusieurs mois au cours de laquelle l'enfant de douze ans devra générer un COVID Safe Ticket pour les événements, occasions et établissements susmentionnés, alors que cette personne n'a pas eu l'occasion de terminer le processus de vaccination. Dans la pratique, pour éviter cette conséquence indésirable, la limite d'âge de 12 ans figurant dans l'article susmentionné est considérée comme équivalente à l'âge de 12 ans et 3 mois.</p>	<p>Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekte, Tanzlokale und Diskotheken wie auch für Angelegenheiten und Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen auferlegt werden kann. Für eine Person, die das Alter von 12 Jahren erreicht, kann nicht sofort ein COVID Safe Ticket generiert werden. Der Impfprozess besteht ja aus zwei Dosen des COVID-Impfstoffs, gefolgt von einer zweiwöchigen Wartezeit, bevor der Impfstoff als ausreichend wirksam angesehen wird. In der Praxis entsteht dadurch ein Zeitraum von mehreren Monaten, in dem ein Zwölfjähriger für die vorerwähnten Veranstaltungen, Angelegenheiten und Einrichtungen ein COVID Safe Ticket generieren lassen muss, obwohl diese Person nicht die Möglichkeit hatte, den Impfprozess abzuschließen. Um diese unerwünschte Folge in der Praxis zu vermeiden, wird die Altersgrenze von 12 Jahren in dem vorerwähnten Artikel als dem Alter von 12 Jahren und drei Monaten entsprechend angesehen.</p>
<p>Bij de invoering van het COVID Safe Ticket is het uitgangspunt van dit instrument altijd heel</p>	<p>Lors de l'introduction du COVID Safe Ticket, le principe de base de cet instrument a toujours été très</p>	<p>Bei der Einführung des COVID Safe Tickets war der Ausgangspunkt für dieses Instrument immer sehr</p>

<p>duidelijk geweest: middels het COVID Safe Ticket werd een objectief, pertinent en proportioneel instrument in het leven geroepen om een antwoord te bieden op de schade die de COVID-19-pandemie al had berokkend aan de gezondheid en de algemene welzijnstoestand van burgers, alsook op de economische gevolgen voor bepaalde sectoren.</p>	<p>clair : le COVID Safe Ticket a créé un instrument objectif, pertinent et proportionné pour fournir une réponse aux dommages causés par la pandémie de COVID-19 à la santé et à l'état de bien-être général des citoyens, ainsi qu'aux conséquences économiques de la crise sanitaire dans certains secteurs.</p>	<p>deutlich: Mit dem COVID Safe Ticket ist ein objektives, relevantes und verhältnismäßiges Instrument geschaffen worden, um eine Antwort auf die durch die COVID-19-Pandemie verursachten Schäden für Gesundheit und allgemeines Wohlbefinden der Bürger und auf die wirtschaftlichen Folgen für bestimmte Sektoren zu bieten.</p>
<p>Deze achterliggende filosofie werd omgezet in een vijfledig doel. Dit vijfledig doel kan als volgt worden samengevat:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Het verminderen van de virusoverdracht tussen personen; ▪ Het verminderen van het aantal personen met een ernstig ziektebeeld na een COVID-19-besmetting; ▪ Het voorkomen van de verzadiging van de intensieve zorg-units in de ziekenhuizen; ▪ Het verminderen van de belasting van het algehele zorgsysteem; ▪ Het laten heropleven van de economie door sectoren te kunnen openen die zonder het COVID Safe Ticket gesloten zouden moeten blijven. 	<p>Cette philosophie sous-jacente a été traduite en un objectif à cinq volets. On peut les résumer comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduire la transmission du virus entre les personnes ; ▪ Réduire le nombre de personnes atteintes d'une forme grave de la maladie suite à une contamination par la COVID-19 ; ▪ Éviter la saturation des unités de soins intensifs dans les hôpitaux ; ▪ Réduire la charge sur le système des soins de santé dans son ensemble ; ▪ Faire revivre l'économie en ouvrant des secteurs qui devraient rester fermés si le COVID Safe Ticket n'existait pas. 	<p>Diese zugrunde liegende Philosophie ist in ein fünf Ziele umfassendes Gesamtziel umgesetzt worden: Dieses fünfgliedrige Ziel lässt sich wie folgt zusammenfassen:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Verringerung der Virusübertragung zwischen Personen, ▪ Verringerung der Zahl der Personen mit ernstem Krankheitsbild nach einer COVID-19-Ansteckung, ▪ Vermeidung der Überlastung von Intensivstationen in Krankenhäusern, ▪ Senkung der Belastung des Gesundheitssystems im Allgemeinen, ▪ Wiederbelebung der Wirtschaft durch Öffnung von Sektoren, die ohne COVID Safe Ticket geschlossen bleiben müssten.

<p>Diverse studies hebben tevens uitgewezen dat dit instrument, het COVID Safe Ticket, proportioneel, pertinent en objectief is. Doorheen de COVID-19-pandemie is immers duidelijk geworden dat de combinatie van onder andere mondkmaskers, luchtventilatie en afstandsregels in veel gevallen niet voldoende is of niet voldoende bescherming biedt om de bovenstaande vijf pijlers te bereiken.</p>	<p>Plusieurs études ont également montré que cet outil, le COVID Safe Ticket, est proportionnel, pertinent et objectif. En effet, pendant la crise sanitaire, il est devenu clair que la combinaison, entre autres, des masques buccaux, de la ventilation des espaces et des règles de distanciation n'est, dans de nombreux cas, pas suffisante ou n'offre pas une protection suffisante pour atteindre les cinq objectifs ou « piliers » ci-dessus.</p>	<p>Mehrere Studien haben auch gezeigt, dass dieses Instrument, das COVID Safe Ticket, verhältnismäßig, relevant und objektiv ist. Während der Pandemie ist nämlich deutlich geworden, dass die Kombination aus unter anderem Mundschutz, Belüftung und Abstandsregeln in vielen Fällen nicht ausreicht oder keinen ausreichenden Schutz bietet, um das vorerwähnte fünfgliedrige Ziel zu erreichen.</p>
<p>Aan de hand van verschillende wetenschappelijke studies is aangetoond dat enerzijds vaccinatie en anderzijds een instrument als het COVID Safe Ticket hun doel, bestaande uit de hierboven beschreven vijfledige doelstellingen, niet hebben gemist. Zo toonden studies van Sciensano, WHO en het European Centre for Disease Prevention and Control (het Europees Centrum voor Ziektepreventie en -bestrijding) aan dat vaccinatie een duidelijk effect had op de eerste twee pijlers. Deze studies tonen aan dat vaccinatie niet enkel het aantal besmettingen verlaagde, maar tevens dat het risico op het ontwikkelen van een ernstig ziektebeeld door een COVID-19-besmetting voor een volledig gevaccineerde persoon zeer laag was en nog</p>	<p>Diverses études scientifiques ont montré que la vaccination, d'une part, et un instrument tel que le COVID Safe Ticket, d'autre part, n'ont pas raté leur cible, qui consistait à atteindre les cinq objectifs décrits ci-dessus. Par exemple, des études menées par Sciensano, l'OMS et le European Centre for Disease Prevention and Control (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies) ont montré que la vaccination avait un effet évident sur les deux premiers piliers. Ces études montrent que la vaccination n'a pas seulement réduit le nombre d'infections, mais aussi que le risque de développer une forme grave de la maladie à la suite d'une infection par la COVID-19 chez une personne entièrement vaccinée était et est toujours très faible. Ces études ont également montré</p>	<p>Verschiedene wissenschaftliche Studien haben gezeigt, dass die Impfung einerseits und ein Instrument wie das COVID Safe Ticket andererseits ihren Zweck erfüllen, der darin besteht, die fünf vorerwähnten Ziele zu erreichen. So haben Studien von Sciensano, der WHO und dem European Centre for Disease Prevention and Control (Europäisches Zentrum für die Prävention und die Kontrolle von Krankheiten) gezeigt, dass die Impfung einen klaren Effekt auf die ersten beiden Ziele hat. Diese Studien zeigen, dass die Impfung nicht nur die Anzahl Infektionen reduziert hat, sondern auch, dass das Risiko einer vollständig geimpften Person, infolge einer COVID-19-Infektion eine schwere Krankheit zu entwickeln, sehr gering war und immer noch ist. Diese Studien haben auch gezeigt, dass die Impfung zu</p>

<p>steeds is. Ook toonden deze studies aan dat vaccinatie bijdroeg aan de vermindering van ziekenhuisopnames alsook van het sterftcijfer (pijlers 3 en 4). Verder toonde de interuniversitaire studie die op vraag van de Conseil d'Analyse Économique (het Franse Planbureau) werd gemaakt, aan dat een COVID-certificaat niet enkel op aanzienlijke wijze het risico met betrekking tot het aantal opgenomen patiënten in een ziekenhuis en het sterftcijfer deed dalen, maar ook dat een COVID-certificaat het risico op opname in de intensieve zorgeenheden mogelijks halveerde. Met betrekking tot de vijfde pijler toont deze studie ook aan dat er een nefaste invloed zou zijn geweest op het bruto binnenlands product indien een COVID-certificaat niet zou zijn ingevoerd, zeker in het licht van het verloop van de pandemie in de afgelopen maanden.</p>	<p>que la vaccination contribuait à la réduction des admissions à l'hôpital ainsi que du taux de mortalité (piliers 3 et 4). En outre, l'étude inter-universitaire réalisée à la demande du Conseil d'Analyse Économique (le Bureau du Plan français) a montré qu'un certificat COVID réduisait le risque d'hospitalisation et le taux de mortalité de manière significative, mais qu'il pouvait également réduire de moitié le risque d'admission dans les unités de soins intensifs. En ce qui concerne le cinquième pilier, cette étude montre également qu'il y aurait eu un impact négatif sur le produit intérieur brut en l'absence de certificat COVID, surtout à la lumière de l'évolution de la pandémie au cours des derniers mois.</p>	<p>einer Verringerung der Krankenhauseinweisungen und der Sterblichkeitsrate beiträgt (Ziele 3 und 4). Darüber hinaus hat eine im Auftrag des Conseil d'Analyse Économique (französisches Planbüro) durchgeführte universitätsübergreifende Studie gezeigt, dass ein COVID-Zertifikat nicht nur das Risiko einer Krankenhausaufnahme und die Sterblichkeitsrate deutlich senkt, sondern auch das Risiko einer Aufnahme auf einer Intensivstation halbiert. In Bezug auf das fünfte Ziele zeigt diese Studie auch, dass es negative Auswirkungen auf das Bruttoinlandsprodukt gegeben hätte, wenn kein COVID-Zertifikat eingeführt worden wäre, insbesondere angesichts der Entwicklung der Pandemie in den letzten Monaten.</p>
<p>Het huidige verloop van de epidemiologische situatie met de verschillende virus varianten, met op dit moment in het bijzonder de overheersing van de Omikron-variant, noopt de regelgever echter toch tot het bijstellen van de strategie. Immers, uit het epidemiologisch advies van de RAG van 3 januari</p>	<p>Cependant, l'évolution actuelle de la situation épidémiologique, caractérisée par la coexistence de différents variants du virus et, en ce moment, la prédominance du variant Omicron, ces dernières semaines, particulièrement, oblige le législateur à ajuster sa stratégie. En effet, l'avis</p>	<p>Die aktuelle Entwicklung der epidemiologischen Situation aufgrund der verschiedenen Varianten des Virus, zurzeit insbesondere die Vorherrschaft der Omikron-Variante, nötigt den Gesetzgeber jedoch zu einer Anpassung der Strategie. Tatsächlich zeigt die epidemiologische</p>

<p>2022 met betrekking tot de Omikron-variant blijkt dat er na enkele maanden een afname is van immuniteit en van de bescherming tegen infectie na enkel de basisvaccinatie. Verder verwijst de RAG naar het gunstig effect van de herhalingsdosis. Op grond van deze analyse bestaat er dus een wetenschappelijke evidentie voor enerzijds een aanzienlijke afname van de immuniteit tegen infectie met de Omikron-variant vanaf de 4^{de} maand na de volledige basisvaccinatie, en anderzijds voor het nut van een tijdige herhalingsdosis om de immuniteit terug op peil te krijgen en de burgers te beschermen tegen de Omikron-variant, om aldus zo het risico op besmettingen te verminderen.</p>	<p>épidémiologique du RAG du 3 janvier 2022 concernant le variant Omicron montre qu'après quelques mois, il y a un déclin de l'immunité et de la protection contre l'infection par ce variant après la vaccination de base. Le RAG évoque aussi l'effet bénéfique de la vaccination de rappel. Cette analyse constitue une preuve scientifique d'un déclin de l'immunité contre une infection par le variant Omicron au-delà de 4 mois après la dernière dose de la vaccination de base (sans vaccination de rappel) d'une part, et l'utilité d'une vaccination de rappel en ce moment opportun d'autre part, et ce, afin d'améliorer à nouveau l'immunité, de protéger les citoyens contre le variant Omicron, et de réduire ainsi le risque d'infection.</p>	<p>Stellungnahme der RAG vom 3. Januar 2022 zur Omikron-Variante, dass die Immunisierung nach der Grundimpfung nach einigen Monaten weniger Schutz vor einer Infektion mit dieser Variante bietet. Die RAG erwähnt auch die positive Wirkung der Auffrischungsimpfung. Diese Analyse lässt den Schluss zu, dass es wissenschaftlich erwiesen ist, dass einerseits die Immunität gegen eine Infektion mit der Omikron-Variante über 4 Monate nach der letzten Dosis der Grundimpfung (ohne Auffrischungsimpfung) stark abnimmt und dass andererseits eine rechtzeitige Auffrischungsimpfung nützlich ist, um die Immunität wieder auf ein annehmbares Niveau zu bringen und die Bürger vor der Omikron-Variante zu schützen und damit das Risiko von Infektionen zu verringern.</p>
<p>Het is ook in deze context dat de herhalingsdosis in België wordt aangeboden aan volwassenen (vanaf 18 jaar) na de volledige basisvaccinatie, zijnde 4 maanden na de 2^e vaccinatie (met het vaccin van Vaxzevria, Spikevax, Novavax of Comirnaty) of 2 maanden na de unieke vaccinatie (met het vaccin van</p>	<p>C'est également dans ce contexte qu'en Belgique, la vaccination de rappel est proposée aux adultes (dès 18 ans) après la dernière dose de la vaccination de base, soit 4 mois après la 2^e vaccination (avec le vaccin de Vaxzevria, Spikevax, Novavax ou Comirnaty), soit 2 mois après la vaccination unique (avec le vaccin Johnson & Johnson), et</p>	<p>Auch in diesem Zusammenhang wird in Belgien seit dem 15. Dezember 2021 Erwachsenen (ab 18 Jahren) nach der letzten Dosis der Grundimpfung, das heißt entweder 4 Monate nach der zweiten Impfung (mit dem Impfstoff von Vaxzevria, Spikevax, Novavax oder Comirnaty) oder 2 Monate nach der einmaligen Impfung</p>

Johnson & Johnson) en dit sinds 15 december 2021.	ce, depuis le 15 décembre 2021.	(mit dem Impfstoff von Johnson & Johnson) eine Auffrischungsimpfung angeboten.
<p>Omwille van voormelde redenen besliste de Interministeriële conferentie (IMC) Volksgezondheid op 4 januari 2022 dan ook dat een persoon als volledig geïmmuniseerd (gevaccineerd) wordt beschouwd wanneer deze:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) een herhalingsdosis heeft gekregen, of (ii) niet langer dan 150 dagen geleden de laatste dosis van zijn/haar basisvaccinatie heeft ontvangen, of (iii) niet langer dan 150 dagen beschikt over een herstelcertificaat. 	<p>C'est pour toutes ces raisons que la Conférence interministérielle (CIM) Santé Publique a décidé le 4 janvier 2022 qu'une personne entièrement immunisée (vaccinée) est définie comme une personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) qui a reçu sa vaccination de rappel, ou (ii) qui a reçu la dernière dose de la vaccination de base au cours des 150 derniers jours maximum, ou (iii) qui dispose d'un certificat de rétablissement depuis 150 jours maximum. 	<p>Aus diesen Gründen hat die Interministerielle Konferenz (IMK) Volksgesundheit am 4. Januar 2022 beschlossen, dass eine Person als vollständig immunisierte (geimpfte) Person gilt, wenn sie:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) ihre Auffrischungsimpfung erhalten hat oder (ii) die letzte Dosis ihrer Grundimpfung vor höchstens 150 Tagen erhalten hat oder (iii) seit höchstens 150 Tagen über ein Genesungszertifikat verfügt.
Daar er op dit moment nog geen beslissing is genomen over een herhalingsdosis voor adolescenten, heeft de IMC de definitie van een volledige vaccinatie voor personen onder 18 jaar behouden op basis van de basisvaccinatie.	Étant donné qu'aucune décision n'a été prise à ce jour concernant la vaccination de rappel pour les adolescents, la CIM a retenu la définition de la vaccination complète des personnes de moins de 18 ans en fonction de la vaccination de base.	Da bislang noch keine Entscheidung über die Auffrischungsimpfung für Jugendliche getroffen worden ist, hat die IMK für Personen unter 18 Jahren die Definition einer vollständigen Impfung auf der Grundlage der Grundimpfung beibehalten.
Het is immers zo dat op het ogenblik van de totstandkoming van dit wetgevend samenwerkingsakkoord al aan personen die de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden hebben bereikt en jonger zijn	Il s'avère qu'au moment de l'établissement de cet accord de coopération législatif, des personnes âgées de moins de 18 ans mais ayant atteint l'âge de 12 ans et 3 mois avaient déjà reçu une vaccination de rappel pour des raison	Offensichtlich wurde zum Zeitpunkt der Ausarbeitung des vorliegenden gesetzgebenden Zusammenarbeitsabkommens bereits eine Auffrischungsdosis an Personen, die das Alter von 12

<p>dan 18 jaar een herhalingsdosis kan worden toegediend om specifieke redenen, bijvoorbeeld wegens een immuuncompromitterende aandoening dan wel wegens de toegelaten toediening van een herhalingsdosis in het buitenland. Het volgende is dus bedoeld voor jongeren die in het geval zijn dat zij reeds een herhalingsdosis mochten worden toegediend.</p>	<p>spécifiques, par exemple en raison d'un état d'immunodépression, ou suite à l'administration autorisée d'une vaccination de rappel à l'étranger. Ce qui suit ne vise que l'hypothèse de jeunes qui peuvent déjà avoir une vaccination de rappel.</p>	<p>Jahren und 3 Monaten erreicht haben, aber jünger als 18 Jahre sind, aus bestimmten Gründen, verabreicht, beispielsweise aufgrund einer Immunschwächekrankheit oder weil die erlaubte Auffrischungsdosis im Ausland verabreicht wurde. Das Folgende richtet sich daher an junge Menschen, die bereits eine Auffrischungsdosis erhalten haben.</p>
<p>Het toedienen van een herhalingsdosis aan personen binnen die categorie, was op dat moment echter nog niet beoordeeld door het Europees Geneesmiddelenbureau (EMA) – immers, voor die categorie van personen is de herhalingsdosis nog niet opgenomen in de marktvergunning van de door het EMA erkende vaccins – noch was er hieromtrent reeds een advies beschikbaar van de Hoge Gezondheidsraad. Dit</p>	<p>L'administration d'une vaccination de rappel aux personnes appartenant à cette catégorie, n'était à ce moment-là pas encore évalué par l'Agence Européenne des médicaments (EMA) – puisqu'il n'existe pas encore une autorisation de mise sur le marché pour des vaccins reconnus par l'EMA pour cette catégorie de personnes – et aucun avis du Conseil Supérieur de la Santé concernant ce sujet n'a été donné. Néanmoins, cela est</p>	<p>Die Verabreichung einer Auffrischungsdosis an Personen dieser Kategorie war zu diesem Zeitpunkt jedoch noch nicht von der Europäischen Arzneimittelagentur (EMA) bewertet worden - da die Auffrischungsdosis für diese Personenkategorie noch nicht in der Marktzulassung der von der EMA zugelassenen Impfstoffe enthalten ist -, zudem lag diesbezüglich noch keine Stellungnahme des Hohen Gesundheitsrates vor.</p>
<p>wordt evenwel in de komende weken verwacht voor de personen die de leeftijd van 12 jaar en 3 maand hebben bereikt en jonger zijn dan 18 jaar, nu een aanvraag in dit kader vanwege Pfizer in behandeling is bij het EMA.</p>	<p>attendu dans les prochaines semaines pour les personnes âgées de moins de 18 ans qui ont atteint l'âge de 12 ans et 3 mois, puisqu'une demande fait par Pfizer est pendante à l'EMA.</p>	<p>Für Personen, die das Alter von 12 Jahren und 3 Monaten erreicht haben, aber jünger als 18 Jahre sind, wird dies jedoch voraussichtlich in den nächsten Wochen geschehen, da ein entsprechender Antrag von Pfizer bei der EMA in Bearbeitung ist.</p>
<p>Het is uiteraard niet de bedoeling om die personen die</p>	<p>L'objectif n'est évidemment pas de défavoriser les</p>	<p>Es ist natürlich nicht beabsichtigt, Personen, die</p>

<p>reeds een herhalingsdosis ontvingen, te benadelen. Voor hen zal de herhalingsdosis bij het inlezen van het COVID Safe Ticket dus in aanmerking genomen worden. Voor de personen binnen voormelde categorie van personen die de herhalingsdosis (nog) niet hebben ontvangen, en gelet op het feit dat een algemene regel vooralsnog niet kan worden opgelegd, wordt de geldigheid van de basisvaccinatie bij het inlezen van het COVID Safe Ticket bepaald in het uitvoerend samenwerkingsakkoord.</p>	<p>personnes de la catégorie susmentionnée qui ont déjà obtenu la vaccination de rappel. Pour ceux-là, la vaccination de rappel sera prise en compte lors de la lecture du COVID Safe Ticket. Pour les personnes âgées de moins de 18 ans mais ayant atteint l'âge de 12 ans et 3 mois qui n'ont pas (encore) obtenu la vaccination de rappel, et vu qu'une règle générale ne peut être imposée à ce moment-ci, la validité de la vaccination de base lors de la lecture du COVID Safe Ticket est déterminée conformément à l'accord de coopération d'exécution.</p>	<p>bereits eine Auffrischungsdosis erhalten haben, zu benachteiligen. Für sie wird die Auffrischungsdosis beim Einlesen des COVID Safe Tickets berücksichtigt. Für Personen der vorerwähnten Kategorie, die (noch) keine Auffrischungsdosis erhalten haben, und angesichts der Tatsache, dass derzeit keine allgemeine Regel aufgestellt werden kann, wird die Gültigkeit der Grundimpfung beim Einlesen des COVID Safe Tickets im ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt.</p>
<p>Voor het overige zullen de beslissingsregels zoals bepaald in het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord van toepassing zijn, overeenkomstig artikel 13, §5 van het wetgevend samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021.</p>	<p>Pour le reste, les règles de décision telles que stipulées dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur s'appliqueront, conformément à l'article 13, §5 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.</p>	<p>Im Übrigen gelten gemäß Artikel 13 § 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 die Entscheidungsregeln, wie sie im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt sind.</p>
<p>Bij beslissingen over quarantaine wordt al rekening gehouden met de herhalingsdosis: er dient dan ook voor redenen van consistentie rekening mee te worden gehouden in het kader van het COVID Safe Ticket.</p>	<p>La vaccination de rappel est déjà prise en compte dans les décisions de quarantaine : elle doit donc être prise en compte pour des raisons de cohérence dans le cadre du COVID Safe Ticket.</p>	<p>Die Auffrischungsimpfung wird bereits bei Quarantäneentscheidungen berücksichtigt: Sie sollte aus Gründen der Kohärenz daher auch im Rahmen des COVID Safe Tickets berücksichtigt werden.</p>
<p>In het licht van deze gewijzigde epidemiologische</p>	<p>A la lumière de l'évolution de ces circonstances</p>	<p>Aufgrund dieser geänderten epidemiologischen Umstände</p>

<p>omstandigheden en op basis van het voormeld advies van de RAG, zal – ter aanvulling van hetgeen reeds bepaald is in artikel 13, §5 van dit samenwerkingsakkoord en de beslissingstabel zoals opgenomen in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord – bij het inlezen van het COVID Safe Ticket, het onderliggende vaccinatiecertificaat of herstelcertificaat maar aanleiding geven tot de toegang tot een massa-evenement, activiteit, aangelegenheid of voorziening:</p> <p>(i) indien de houder 18 jaar of ouder is:</p> <p>(a) op voorwaarde dat de houder niet langer dan 150 dagen geleden de laatste dosis van diens basisvaccinatie heeft ontvangen; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een</p>	<p>épidémiologiques et sur base de l'avis susmentionné du RAG – en complément des dispositions de l'article 13, §5 du présent accord de coopération et du tableau de décision repris dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur – lors de la lecture du COVID Safe Ticket, le certificat de vaccination ou de rétablissement correspondant, ne permettra l'accès à un événement de masse, à une activité, à un établissement ou à une facilité que dans les cas suivants :</p> <p>(i) si le titulaire est âgé de 18 ans ou plus :</p> <p>(a) à condition que le titulaire ait reçu la dernière dose de sa vaccination de base il y a 150 jours au maximum ; ou</p> <p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement datant de maximum 150 jours ; ou</p>	<p>und auf der Grundlage der vorerwähnten Stellungnahme der RAG wird - in Ergänzung zu den Bestimmungen von Artikel 13 § 5 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens , die im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt sind - bei Einlesen des COVID Safe Tickets mit dem zugrunde liegenden Impf- oder Genesungszertifikat der Zugang zu einer Massenveranstaltung, Aktivität oder Einrichtung nur in dem Maße gewährt, wie:</p> <p>(i) bei Inhabern, die 18 Jahre oder älter sind:</p> <p>(a) sofern der Inhaber die letzte Dosis seiner Grundimpfung vor höchstens 150 Tagen erhalten hat oder</p> <p>(b) sofern der Inhaber über ein höchstens 150 Tage altes Genesungszertifikat verfügt oder</p>
<p>herstelcertificaat dat niet ouder is dan 150 dagen; of</p> <p>(c) op voorwaarde dat de houder de voorgeschreven herhalingsdosis heeft ontvangen-</p> <p>(ii) indien de houder de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden heeft bereikt en jonger is dan 18 jaar:</p>	<p>(c) à condition que le titulaire ait reçu la vaccination de rappel prescrite.</p> <p>(ii) le titulaire a atteint l'âge de 12 ans et 3 mois et est plus jeune que 18 ans :</p> <p>(a) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de vaccination suite à</p>	<p>(c) sofern der Inhaber die vorgeschriebene Auffrischungsimpfung erhalten hat,</p> <p>(ii) bei Inhabern, die das Alter von 12 Jahren und 3 Monaten erreicht haben, aber jünger als 18 Jahre sind:</p>

<p>(a) op voorwaarde dat de houder beschikt over een vaccinatiecertificaat op basis van ofwel een geldige basisvaccinatie waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord ofwel een herhalingsdosis waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een herstelcertificaat waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord.</p>	<p>soit une vaccination de base valide dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur soit une vaccination de rappel dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur ; ou</p> <p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement dont la durée de validité est déterminée dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur.</p>	<p>(a) sofern der Inhaber über eine Impfbescheinigung verfügt, die entweder auf einer gültigen Grundimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, oder auf einer Auffrischungsimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, beruht, oder</p> <p>(b) sofern der Inhaber über eine Genesungsbescheinigung verfügt, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt wird.</p>
Op de nieuwe geldigheidsduur van het vaccinatie- en het herstelcertificaat die in artikel	La nouvelle durée de validité du certificat de vaccination et du certificat de rétablissement	Die in Artikel 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens

<p>2 van dit samenwerkingsakkoord worden gestipuleerd, zijn tijdelijke uitzonderingen mogelijk, die verder zullen worden uiteengezet in een uitvoerend samenwerkingsakkoord. Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn bij tijdelijke gezondheidsredenen van de houder van een vaccinatie- of herstelcertificaat of op grond van de leeftijd van de houder van het onderliggend certificaat (zoals personen jonger dan 18 jaar).</p>	<p>stipulée à l'article 2 de cet accord de coopération peut faire l'objet d'exceptions temporaires, qui seront précisées dans un accord de coopération d'exécution. Cela peut être le cas, par exemple, en raison de l'état de santé du titulaire d'un certificat de vaccination ou d'un certificat de rétablissement ou en raison de l'âge du titulaire du certificat correspondant (comme c'est le cas pour les personnes de moins de 18 ans).</p>	<p>festgelegte neue Gültigkeitsdauer des Impf- und Genesungszertifikats kann zeitweiligen Ausnahmen unterliegen, die in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen näher bestimmt werden. Dies kann zum Beispiel der Fall sein, wenn beim Inhaber eines Impf- oder Genesungszertifikats zeitweilige gesundheitliche Gründe vorliegen oder aufgrund des Alters des Inhabers des zugrunde liegenden Zertifikats (wie Personen unter 18 Jahren).</p>
<p>Deze bepalingen laten de beslissingsregels met betrekking tot het testcertificaat, zoals bepaald in het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord, onverlet. Inderdaad, de beslissingsregels met betrekking tot het testcertificaat blijven gelden overeenkomstig de beslissingstabel zoals bepaald in het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord. Het COVID Safe Ticket kan evenwel nog steeds gegenereerd worden op basis van een onderliggend vaccinatie-, herstel- of testcertificaat. Voornoemde aanvullingen met betrekking tot de geldigheid van een vaccinatiecertificaat of een herstelcertificaat doen geen afbreuk aan de principes van</p>	<p>Ces dispositions n'affectent pas les règles de décision concernant le certificat de test telles que définies dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur. En effet, les règles de décision concernant le certificat de test s'appliqueront telles que stipulées dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur. Le COVID Safe Ticket peut néanmoins toujours être généré sur base du certificat de vaccination, de rétablissement ou du test sous-jacent. Les ajouts susmentionnés concernant la validité d'un certificat de vaccination ou d'un certificat de rétablissement n'affectent pas les principes de la stratégie 3G concernant le COVID Safe Ticket.</p>	<p>Diese Bestimmungen berühren nicht die Entscheidungsregeln in Bezug auf das Testzertifikat, wie sie im anwendbaren ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt sind.</p> <p>Die Entscheidungsregeln in Bezug auf das Testzertifikat wie im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen bestimmt behalten nämlich ihre Gültigkeit. Das COVID Safe Ticket kann jedoch weiterhin aufgrund eines zugrunde liegenden Impf-, Genesungs- oder Testzertifikats generiert werden. Die vorerwähnten Ergänzungen in Bezug auf die Gültigkeit eines Impfzertifikats oder eines Genesungszertifikats beeinträchtigen nicht die</p>

het 3G-beleid met betrekking tot het COVID Safe Ticket.		Grundsätze der 3G-Strategie in Bezug auf das COVID Safe Ticket.
ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING	COMMENTAIRE DES ARTICLES	KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN
Artikel 1. Artikel 1 past artikel 12, §4 van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en het samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021 aan, met een verduidelijking omtrent de leeftijd vanaf wanneer het gebruik van het COVID Safe Ticket kan worden verplicht.	Article 1. L'article 1 adapte l'article 12, §4 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par l'accord de coopération du 27 septembre 2021 et l'accord de coopération du 28 octobre 2021, en précisant l'âge à partir duquel l'utilisation du COVID Safe Ticket peut être obligatoire.	Artikel 1. Durch Artikel 1 wird Artikel 12 § 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021, abgeändert durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und das Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021, abgeändert, indem das Alter präzisiert wird, ab dem die Verwendung des COVID Safe Tickets verpflichtend sein kann.
Artikel 2. Artikel 2 voegt een nieuw artikel 13quinquies toe dat bepaalt dat een vaccinatiecertificaat of herstelcertificaat maar toegang kan geven tot het evenement of tot de aangelegenheid of voorziening waarvoor de mogelijkheid wordt voorzien om gebruik te maken van het COVID Safe Ticket bij de inlezing van het COVID Safe Ticket:	Article 2. L'article 2 introduit un nouvel article 13quinquies qui stipule qu'un certificat de vaccination ou un certificat de rétablissement ne peut donner accès à l'événement ou à l'établissement ou l'activité pour lequel ou laquelle la possibilité d'utiliser le COVID Safe Ticket est prévue que dans les cas suivants:	Artikel 2. Durch Artikel 2 wird ein neuer Artikel 13quinquies eingefügt, in dem bestimmt ist, dass ein Impf- oder Genesungszertifikat nur unter folgenden Voraussetzungen Zugang zu Veranstaltungen oder Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann, geben kann:
(i) indien de houder 18 jaar of ouder is: (a) op voorwaarde dat de houder niet langer dan 150 dagen geleden de laatste dosis van	(i) si le titulaire est âgé de 18 ans ou plus : (a) à condition que le titulaire ait reçu la dernière dose de sa vaccination de base il y a 150 jours au maximum ; ou	(i) bei Inhabern, die 18 Jahre oder älter sind: (a) sofern der Inhaber die letzte Dosis seiner Grundimpfung vor höchstens 150 Tagen erhalten hat oder

<p>diens basisvaccinatie heeft ontvangen; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een herstelcertificaat dat niet ouder is dan 150 dagen; of</p> <p>(c) op voorwaarde dat de houder de voorgeschreven herhalingsdosis heeft ontvangen-</p> <p>(ii) indien de houder de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden heeft bereikt en jonger is dan 18 jaar:</p> <p>(a) op voorwaarde dat de houder beschikt over een vaccinatiecertificaat op basis van ofwel een geldige basisvaccinatie waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel</p>	<p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement datant de maximum 150 jours ; ou</p> <p>(c) à condition que le titulaire ait reçu la vaccination de rappel prescrite.</p> <p>(ii) si le titulaire a atteint l'âge de 12 ans et 3 mois et est plus jeune que 18 ans :</p> <p>(a) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de vaccination suite à soit une vaccination de base valide dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur soit une vaccination de rappel dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur ; ou</p>	<p>(b) sofern der Inhaber über ein höchstens 150 Tage altes Genesungszertifikat verfügt oder</p> <p>(c) sofern der Inhaber die vorgeschriebene Auffrischungsimpfung erhalten hat,</p> <p>(ii) bei Inhabern, die das Alter von 12 Jahren und 3 Monaten erreicht haben, aber jünger als 18 Jahre sind:</p> <p>(a) sofern der Inhaber über eine Impfbescheinigung verfügt, die entweder auf einer gültigen Grundimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, oder auf einer Auffrischungsimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, beruht, oder</p> <p>(b) sofern der Inhaber über eine Genesungsbeschei</p>
<p>zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord ofwel een herhalingsdosis waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel</p>		

<p>in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een herstelcertificaat waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord.</p>	<p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur.</p>	<p>nigung verfügt, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt wird.</p>
<p>Teneinde de vooropgestelde strategie werkbaar te maken, wordt in het uitvoerend samenwerkingsakkoord evenwel voorzien in enkele tijdelijke uitzonderingen gelet op bepaalde gezondheidsredenen of de leeftijd van de houder.</p>	<p>Toutefois, afin que la stratégie proposée soit réalisable, l'accord de coopération d'exécution prévoit quelques exceptions temporaires pour certaines raisons de santé ou en raison de l'âge du titulaire.</p>	<p>Um die vorgeschlagene Strategie durchführbar zu machen, werden in dem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen jedoch einige zeitweilige Ausnahmen für bestimmte gesundheitliche Gründe und in Bezug auf das Alter des Inhabers vorgesehen.</p>
<p>Deze bepalingen laten de beslissingsregels met betrekking tot het testcertificaat, zoals bepaald in het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord, onverlet.</p>	<p>Ces dispositions n'affectent pas les règles de décision concernant le certificat de test telles que définies dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur.</p>	<p>Diese Bestimmungen berühren nicht die Entscheidungsregeln in Bezug auf Testzertifikate, wie sie in dem anwendbaren ausführenden Zusammenarbeitsabkommen bestimmt sind.</p>
<p>Artikel 3. Artikel 3 bepaalt dat dit samenwerkingsakkoord in werking treedt op de datum</p>	<p>Article 3. L'article 3 stipule que cet accord de coopération entre en vigueur à la date de la publication du dernier texte</p>	<p>Artikel 3. In Artikel 3 ist bestimmt, dass das Zusammenarbeitsabkommen am Datum der Veröffentlichung des letzten</p>

van de bekendmaking van de laatste instemmingstekst in het Belgisch Staatsblad.	d'assentiment au Moniteur belge.	Textes zur Billigung im <i>Belgischen Staatsblatt</i> in Kraft tritt.
Samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België	Accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique	Zusammenarbeitsabkommens zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I, 87, §1, en 92bis;	Vu la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, articles 5, § 1, I, 87, § 1, et 92bis ;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 5 § 1 römisch I, 87 § 1 und 92bis;
Gelet op het samenwerkingsakkoord van 14.07.2021, 27.09.2021 en 28.10.2021 tussen de Federale	Vu l'accord de coopération du 14.07.2021, du 27.09.2021 et du 28.10.2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021, 27. September 2021 und

<p>Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;</p>	<p>flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;</p>	<p>28. Oktober 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben.</p>
TUSSEN	ENTRE	ZWISCHEN
<p>De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, Sophie Wilmès, Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Buitenlandse Handel, en van de Federale Culturele Instellingen, Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische</p>	<p>L'Etat fédéral, représenté par le gouvernement fédéral, en la personne d'Alexander De Croo, Premier ministre, et Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales, Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, et Sammy Mahdi, Secrétaire</p>	<p>dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit, Sophie Wilmès, Vizepremierministerin und Ministerin der Auswärtigen Angelegenheiten, der Europäischen Angelegenheiten und des Außenhandels und der Föderalen Kulturellen Institutionen, Annelies Verlinden, Ministerin des Innern, der Institutionellen Reformen und der</p>

Vernieuwing, Sammy Mahdi, Staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Mathieu Michel, Staatssecretaris voor Digitalisering;	d'Etat à l'Asile et la Migration, et Mathieu Michel, Secrétaire d'Etat à la Digitalisation ;	Demokratischen Erneuerung, Sammy Mahdi, Staatssekretär für Asyl und Migration, und Mathieu Michel, Staatssekretär für Digitalisierung;
De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;	La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux, et Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;	der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, der Digitalisierung und der Allgemeinen Dienste, und Wouter Beke, Flämischer Minister des Wohlbefindens, der Volksgesundheit, der Familie und der Armutsbekämpfung;
De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;	La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président et Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes, et Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;	der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident, Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und Valérie Glatigny, Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;	La Région wallonne, représentée par son gouvernement, en la personne d'Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie Sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;	der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte,
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne d'Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;	der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen, und Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,
De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van Den Brandt, membres chargés de la Santé et de l'Action sociale ;	der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van den Brandt, für die Gesundheit und die Soziale Aktion zuständige Mitglieder,
De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van	La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara	der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara

Barbara Trachte, Minister-President belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;	Trachte, Ministre-Présidente chargée de la Promotion de la Santé et Alain Maron Ministre chargé de la Santé et de l'Action sociale;	Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister, beauftragt mit Sozialer Aktion und Gesundheit,
WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:	EST CONVENU CE QUI SUIVIT :	WIRD FOLGENDES VEREINBART:
Artikel 1. Artikel 12, §4 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt gewijzigd als volgt:	Article 1. L'article 12, § 4 du même accord de coopération est modifié comme suit :	Artikel 1. Artikel 12 § 4 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird wie folgt abgeändert:
<p>“§4. De verwerking waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat of het door de houder gegenereerde COVID Safe Ticket wordt gelezen teneinde de toegang tot massa-evenementen, proef- en pilootprojecten, dancings en discotheken of aangelegenheden en voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen te regelen, is maar rechtmatig voor houders van een digitaal EU-COVID-certificaat met de leeftijd van 12 jaar en drie maanden en ouder, zonder dat hierdoor de toegang tot het massa-evenement, proef- en pilootproject, dancings en discotheken of voorzieningen voor residentiële opvang van kwetsbare personen kan worden ontzegd aan personen onder de 12 jaar en drie maanden.”</p>	<p>« §4. Le traitement impliquant la lecture du certificat COVID numérique de l'UE ou du COVID Safe Ticket généré par le titulaire afin de réglementer l'accès aux événements de masse, aux expériences et projets pilotes, aux dancings et discothèques ou aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables, n'est licite que pour les titulaires d'un certificat COVID numérique de l'UE âgés de 12 ans et trois mois et plus, sans pouvoir refuser aux personnes de moins de 12 ans et trois mois l'accès au événement de masse, au expérience et projet pilote, aux dancings et discothèques ou aux établissements de soins résidentiels pour personnes vulnérables. »</p>	<p>"§ 4 - Die Verarbeitung, bei der das digitale EU-COVID-Zertifikat oder das vom Inhaber generierte COVID Safe Ticket eingelesen wird, um den Zugang zu Massenveranstaltungen, Test- und Pilotprojekten, Tanzlokalen und Diskotheken oder Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen zu regeln, ist nur für Inhaber eines digitalen EU-COVID-Zertifikats ab 12 Jahren und drei Monaten rechtmäßig, ohne die Möglichkeit, Personen unter 12 Jahren und drei Monaten den Zugang zu der Massenveranstaltung, dem Test- und Pilotprojekt, Diskotheken und Tanzlokalen oder den Einrichtungen für die stationäre Betreuung schutzbedürftiger Personen zu verweigern."</p>

<p>Artikel 2. In Titel IV. COVID Safe Ticket van hetzelfde samenwerkingsakkoord, wordt een artikel 13 <i>quinquies</i> ingevoegd, luidende:</p>	<p>Article 2. Dans le Titre IV. COVID Safe Ticket dudit accord de coopération, il est inséré un article 13 <i>quinquies</i> rédigé comme suit :</p>	<p>Artikel 2. In Titel IV - Covid Safe Ticket desselben Zusammenarbeitsabkommens wird ein Artikel 13 <i>quinquies</i> mit folgendem Wortlaut eingefügt:</p>
<p>“In aanvulling op hetgeen bepaald is in artikel 13, §5 van dit samenwerkingsakkoord en zonder dat er wordt afgeweken van het principe dat een COVID Safe Ticket kan worden verkregen door houders van een vaccinatie-, test- en herstelcertificaat vervat in artikel 13, §5 van dit samenwerkingsakkoord en een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, wat betreft de vaccinatie- en herstelcertificaten, zal vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling bij de inlezing van een digitaal EU-COVID-Certificaat teneinde een COVID Safe Ticket te genereren een onderliggend vaccinatiecertificaat of herstelcertificaat slechts toegang geven tot een evenement of tot een aangelegenheid of een voorziening waarvoor in de mogelijkheid wordt voorzien om gebruik te maken van het COVID Safe Ticket, voor zover dit Ticket overeenkomstig de artikelen</p>	<p>« En complément des dispositions de l'article 13, §5 du présent accord de coopération et sans déroger au principe selon lequel un COVID Safe Ticket peut être obtenu par les titulaires d'un certificat de vaccination, de test et de rétablissement contenu dans l'article 13, §5 du présent accord de coopération et un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, § 1, alinéa 3, de la loi spéciale de 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne les certificats de vaccination et de rétablissement, à compter de l'entrée en vigueur de cette disposition, la lecture d'un certificat COVID numérique de l'UE d'un certificat de vaccination ou d'un certificat de rétablissement sous-jacent afin de générer un COVID Safe Ticket, ne donnera accès à un événement, à un établissement ou à une facilité pour lequel ou laquelle la possibilité d'utiliser le COVID Safe Ticket est prévue, qu'à condition que le COVID Safe Ticket ait été activé conformément aux</p>	<p>"In Ergänzung zu den Bestimmungen von Artikel 13 § 5 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und ohne Abweichung von dem Grundsatz, nach dem Inhaber eines Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikats ein COVID Safe Ticket erhalten können - wie erwähnt in Artikel 13 § 5 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen wie in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehen -, gibt - in Bezug auf Impf- und Genesungszertifikate ab Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung - bei Einlesen eines digitalen EU-COVID-Zertifikats zwecks Generierung eines COVID Safe Tickets ein zugrunde liegendes Impf- oder Genesungszertifikat nur Zugang zu Veranstaltungen und Einrichtungen, für die das COVID Safe Ticket verwendet werden kann,</p>

<p>2bis, 13bis en 13ter van het samenwerkingsakkoord werden geactiveerd:</p> <p>(i) indien de houder 18 jaar of ouder is:</p> <p>(a) op voorwaarde dat de houder niet langer dan 150 dagen geleden de laatste dosis van diens basisvaccinatie heeft ontvangen; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een herstelcertificaat dat niet ouder is dan 150 dagen; of</p> <p>(c) op voorwaarde dat de houder de voorgeschreven herhalingsdosis heeft ontvangen.</p> <p>(ii) indien de houder de leeftijd van 12 jaar en 3 maanden heeft bereikt en jonger is dan 18 jaar:</p> <p>(a) op voorwaarde dat de houder beschikt over een</p>	<p>articles 2bis, 13bis et 13ter de l'accord de coopération, que dans les cas suivants:</p> <p>(i) si le titulaire est âgé de 18 ans ou plus :</p> <p>(a) à condition que le titulaire ait reçu la dernière dose de sa vaccination de base il y a 150 jours au maximum ; ou</p> <p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement datant de maximum 150 jours ; ou</p> <p>(c) à condition que le titulaire ait reçu la vaccination de rappel prescrite.</p> <p>(ii) si le titulaire a atteint l'âge de 12 ans et 3 mois et est plus jeune que 18 ans:</p> <p>(a) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de vaccination suite à soit une</p>	<p>sofern dieses Ticket gemäß den Artikeln 2bis, 13bis und 13ter des Zusammenarbeitsabkommens aktiviert worden ist:</p> <p>(i) bei Inhabern, die 18 Jahre oder älter sind:</p> <p>(a) sofern der Inhaber die letzte Dosis seiner Grundimpfung vor höchstens 150 Tagen erhalten hat oder</p> <p>(b) sofern der Inhaber über ein höchstens 150 Tage altes Genesungszertifikat verfügt oder</p> <p>(c) sofern der Inhaber die vorgeschriebene Auffrischungsimpfung erhalten hat,</p> <p>(ii) bei Inhabern, die das Alter von 12 Jahren und 3 Monaten erreicht haben, aber jünger als 18 Jahre sind:</p> <p>(a) sofern der Inhaber über eine</p>
<p>vaccinatiecertificaat op basis van ofwel een geldige basisvaccinatie waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabelzoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakko</p>	<p>vaccination de base valide dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur soit une vaccination de</p>	<p>Impfbescheinigung verfügt, die entweder auf einer gültigen Grundimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, oder</p>

<p>ord ofwel een herhalingsdosis waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord; of</p> <p>(b) op voorwaarde dat de houder beschikt over een herstelcertificaat waarvan de geldigheid wordt bepaald overeenkomstig de beslissingstabel zoals uiteengezet in het geldend uitvoerend samenwerkingsakkoord</p>	<p>rappel dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur ; ou</p> <p>(b) à condition que le titulaire dispose d'un certificat de rétablissement dont la durée de validité est déterminée conformément au tableau de décision dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur.</p>	<p>auf einer Auffrischungsimpfung, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt ist, beruht, oder</p> <p>(b) sofern der Inhaber über eine Genesungsbescheinigung verfügt, deren Gültigkeit gemäß der Entscheidungstabelle im geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegt wird.</p>
<p>Teneinde hetgeen beschreven wordt in deze paragraaf toepasbaar op eenieder te maken, kan worden voorzien in bepaalde tijdelijke uitzonderingen. Daar deze uitzonderingen loutere uitvoeringsmodaliteiten betreffen, worden deze gespecificeerd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bedoeld bij artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.</p>	<p>Afin de rendre applicable à tous ce qui est décrit dans ce paragraphe, certaines exceptions temporaires peuvent être prévues. Étant donné que ces exceptions concernent des modalités purement d'exécution, elles seront précisées dans un accord de coopération d'exécution tel que visé à l'article 92bis, § 1, alinéa 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.</p>	<p>Um die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen für alle anwendbar zu machen, können bestimmte zeitweilige Ausnahmen vorgesehen werden. Da diese Ausnahmen reine Ausführungsmodalitäten betreffen, werden sie in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen wie in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt präzisiert."</p>

Deze bepalingen laten de beslissingsregels met betrekking tot het testcertificaat, zoals bepaald in het geldende uitvoerend samenwerkingsakkoord, onverlet.	Ces dispositions n'affectent pas les règles de décision concernant le certificat de test telles que définies dans l'accord de coopération d'exécution en vigueur.	Diese Bestimmungen berühren nicht die Entscheidungsregeln in Bezug auf Testzertifikate, wie sie in dem geltenden ausführenden Zusammenarbeitsabkommen bestimmt sind.
Artikel 3. Dit samenwerkingsakkoord strekkende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 treedt in werking op de datum van de bekendmaking van de laatste instemmingstekst in het Belgisch Staatsblad.	Article 3. Le présent accord de coopération visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre en vigueur à la date de la publication du dernier texte d'assentiment au Moniteur belge.	Artikel 3. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 tritt am Datum der Veröffentlichung des letzten Billigungstextes im <i>Belgischen Staatsblatt</i> in Kraft.

Gedaan te Brussel, op 10 februari 2022

Fait à Bruxelles, le 10 février 2022

Brüssel, den 10. Februar 2022

in één origineel exemplaar.

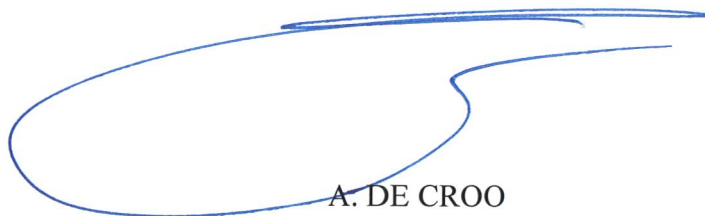
en un exemplaire original.

in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

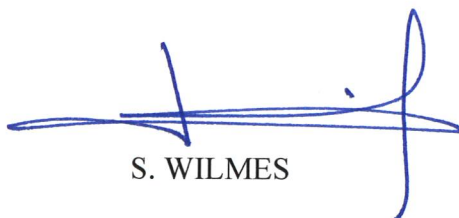
A stylized blue ink signature consisting of a large loop followed by a horizontal line and a small upward stroke.

A. DE CROO

De vice-Eersteminister en
Minister van Buitenlandse
Zaken, Europese Zaken en
Buitenlandse Handel, en van
de Federale Culturele
Instellingen

La Vice-Première Ministre et
Ministre des Affaires
étrangères, des Affaires
européennes et du Commerce
extérieur, et des Institutions
culturelles fédérales

Die Vizepremierministerin
und Ministerin der
Auswärtigen
Angelegenheiten, der
Europäischen
Angelegenheiten und des
Außenhandels und der
Föderalen Kulturellen
Institutionen

A blue ink signature with a horizontal line and a large, stylized 'S' shape.

S. WILMES

De Vice-Eersteminister en
Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires sociales
et de la Santé publique,

Der Vizepremierminister und
Minister der Sozialen
Angelegenheiten und der
Volksgesundheit

A blue ink signature with a large, stylized 'F' and the name 'Vandenbroucke' written in a cursive script.

F. VANDENBROUCKE

Minister van Binnenlandse
Zaken, Institutionele
Hervormingen en
Democratische Vernieuwing

La Ministre de l'Intérieur, des
Réformes institutionnelles et
du Renouveau démocratique

Die Ministerin des Innern, der
Institutionellen Reformen und
der Demokratischen
Erneuerung

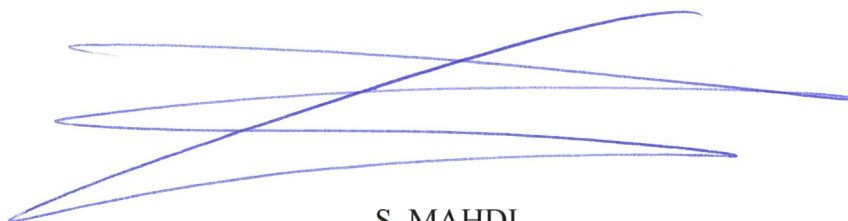


A. VERLINDEN

Staatssecretaris voor Asiel en
Migratie

Le Secrétaire d'État à l'Asile
et la Migration

Der Staatssekretär für Asyl
und Migration

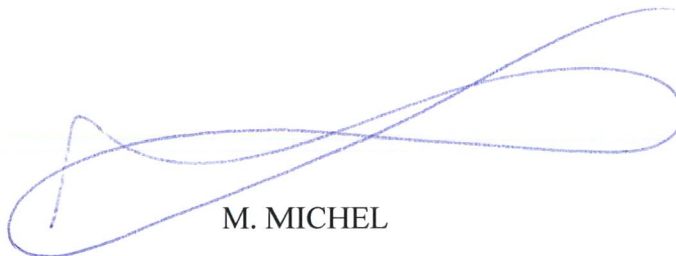


S. MAHDI

Staatssecretaris voor
Digitalisering

Le Secrétaire d'État à la
Digitalisation

Der Staatssekretär für
Digitalisierung

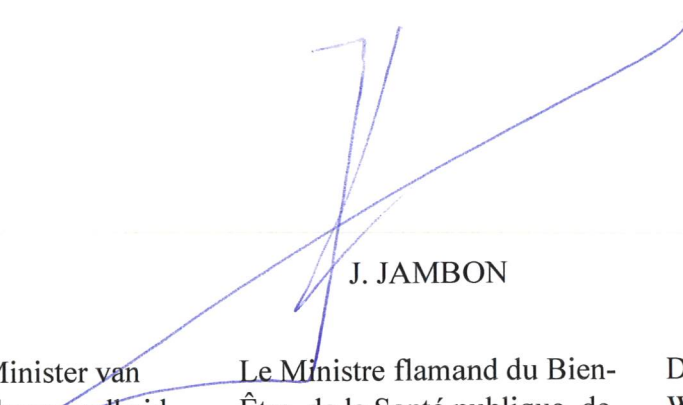


M. MICHEL

De Minister-President van de
Vlaamse Regering en Vlaams
Minister van Buitenlandse
Zaken, Cultuur, Digitalisatie
en Facilitair Management,

Le Ministre-Président du
Gouvernement flamand et
Ministre flamand de la
Politique extérieure, de la
Culture, la Digitalisation et
les Services généraux,

Der Ministerpräsident der
Flämischen Regierung und
Flämischer Minister der
Außenpolitik, der Kultur, der
Digitalisierung und der
Allgemeinen Dienste der
Flämischen Regierung

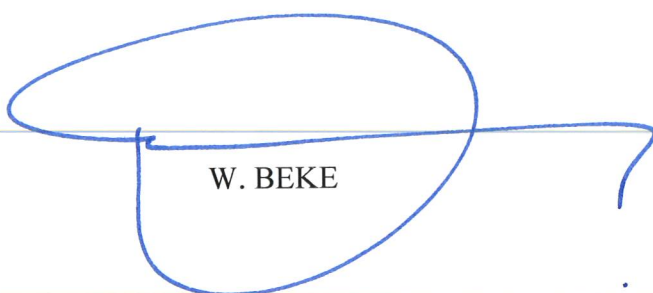


J. JAMBON

De Vlaams Minister van
Welzijn, Volksgezondheid,
Gezin en Armoedebestrijding,

Le Ministre flamand du Bien-
Être, de la Santé publique, de
la Famille et de la Lutte contre
la Pauvreté,

Der Flämische Minister des
Wohlbefindens, der
Volksgesundheit, der
Familie und der
Armutsbekämpfung,



W. BEKE

De Minister-President van de
Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président de la
Communauté française,

Der Ministerpräsident der
Französischen Gemeinschaft



P.Y. JEHOLET

De Vice-President en
Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media
en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et
Ministre de l'Enfance, de la
Santé, de la Culture, des
Médias et des Droits des
Femmes,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für
Kinderwohlfahrt, Gesundheit,
Kultur,
Medien und Frauenrechte,



B. LINARD

Minister voor Hoger
Onderwijs, Onderwijs voor
Sociale Promotie,
Wetenschappelijk Onderzoek,
Universitaire Ziekenhuizen,
Jeugdzorg, Justitiehuisen,
Jeugd, Sport en de Promotie
van Brussel,

La Ministre de
l'Enseignement supérieur, de
l'Enseignement de la
promotion sociale, de la
Recherche scientifique, des
Hôpitaux universitaires, de
l'Aide à la jeunesse, des
Maisons de justice, de la
Jeunesse, des Sports et de la
Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für
Hochschulwesen,
Weiterbildungsunterricht,
wissenschaftliche Forschung,
Universitätskrankenhäuser,
Jugendhilfe, Justizhäuser,
Jugend, Sport und die
Promotion von Brüssel



V. GLATIGNY

De Minister-President van de
Waalse Regering,

Le Ministre-Président du
Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der
Wallonischen Regierung

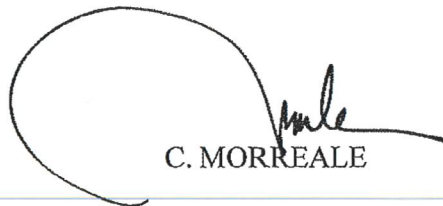


E. DI RUPO

De Vice-Minister-President
van de Waalse Regering,
Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie en
Sociale Economie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten
van de Waalse Regering,

La Vice-Présidente du
Gouvernement Wallon,
Ministre de l'Emploi, de la
Formation, de la Santé, de
l'Action sociale et de
l'Economie sociale, de
l'Egalité des chances et des
Droits des femmes,

Die Vizepräsidentin der
Wallonischen Regierung,
Ministerin für Beschäftigung,
Ausbildung, Gesundheit,
Soziale Maßnahmen und
Sozialwirtschaft,
Chancengleichheit und
Frauenrechte

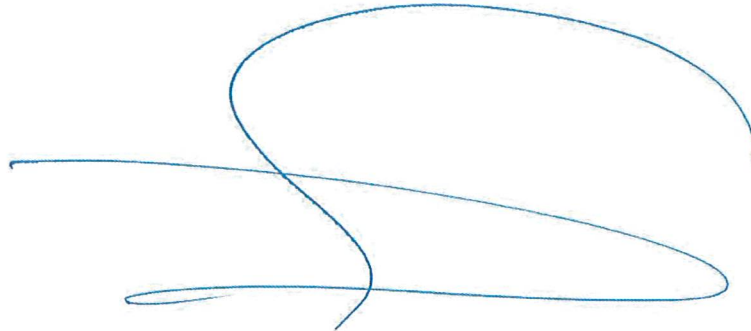


C. MORREALE

De Minister-President en
Minister van Lokale Besturen
en Financiën van de
Duitstalige Gemeenschap,

Le Ministre-Président et
Ministre des Pouvoirs locaux
et des Finances de la
Communauté germanophone,

Der Ministerpräsident und
Minister für lokale Behörden
und Finanzen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft



O. PAASCH

De Vice-Minister-President
en Minister van Gezondheid
en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en
Huisvesting van de Regering
van de Duitstalige
Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et
Ministre de la Santé et des
Affaires sociales, de
l'Aménagement du territoire
et du Logement de la
Communauté germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und
Soziales, Raumordnung und
Wohnungswesen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft



A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,

Der Präsident des Vereinigten
Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission



R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn

Le membre du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action
sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten
Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die Gesundheit
und die Soziale Aktion



A. MARON

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn

Le membre du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action
sociale dans ses attributions

Das Mitglied des Vereinigten
Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die Gesundheit
und die Soziale Aktion



E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast
met de promotie van de
gezondheid

La Ministre-Présidente
chargée de la promotion de la
santé

Die Ministerpräsidentin,
beauftragt mit der
Gesundheitsförderung



B. TRACHTE

De Minister, lid van het
College belast met
Maatschappelijk welzijn en
Gezondheid

Le Ministre, membre du
Collège chargé de l'action
sociale et de la santé

Der Minister, Mitglied des
Kollegiums, beauftragt mit
Sozialer Aktion und
Gesundheit



A. MARON